

Le choix de tels objectifs par l'armée de Ben Jemil n'est pas fortuit. Il correspond au plan général, probablement conçu à Beyrouth et à Amman pour frapper un grand coup sur la Résistance Palestinienne, tant au Liban qu'en Jordanie.

Pour la C.I.A., la situation n'a jamais été plus claire que le jour où elle est passée à l'action contre la Résistance Palestinienne.

L'U.R.S.S., par sa politique au Moyen-Orient et en Egypte particulièrement, exerce des pressions sur l'administration Nixon pour que celle-ci, à son tour, en exerce sur l'administration Meir-Dayan.

En ce sens, l'affaire Goldman, outre le tollé qu'elle a provoqué en Israël et à l'extérieur, était plus un ballon d'essai qu'une menace exercée par Nixon : on sait les résultats, Meir n'en a pas démordu, et l'affaire fut étouffée.

Nasser a un plan ! Il consiste à se débarrasser à moyen terme de l'influence russe dans l'armée essentiellement, de réaliser l'union économique (Soudan-Lybie-Egypte), de renforcer le front oriental et de le contrôler politiquement, enfin de reconnaître l'existence de l'Etat d'Israël (de facto ou de jure... c'est la même politique).

Les Yankees, réceptifs au discours de Nasser du 1^{er} mai 1970, savent qu'un accord avec les Etats arabes pour une « paix dans la solution pacifique » passe encore par Le Caire ; en conséquence, il faudrait l'aider car Nasser s'avère le principal défenseur, après Israël, des intérêts américains dans cette partie du monde.

Mais comment aider un Nasser dépendant militairement aujourd'hui des Russes ? Comment Nasser va-t-il lutter contre l'influence grandissante qu'exerce la Résistance Palestinienne dans tout le monde arabe ? Telles sont les questions que se posent les stratèges de Nixon.

Pour les deux principaux protagonistes de cette lutte contre la Résistance Palestinienne (Nixon-Nasser), une chose est claire : en finir avec son influence menaçante. On peut se douter que quelques divergences pourraient exister entre Nixon et Nasser quant aux moyens à adopter, mais on ne peut douter des intérêts communs qu'ils ont à défendre.

SORTIR DE L'IMPASSE DU LIBAN !

La Résistance Palestinienne a affronté le pouvoir jordanien dans des conditions pour le moins qu'on puisse dire difficiles.

Elle venait de rater un de ses objectifs fondamentaux, et non le moindre, au Liban. Durant tout le temps que l'implantation de la Résistance Palestinienne dans le Sud du Liban a nécessité, les relations entre la résistance et les masses dans cette région n'ont pas été tissées sur des bases politiques claires ; bases politiques représentant une perspective de luttes communes engageant d'une part les masses libanaises, et d'autre part les Résistants Palestiniens dans le combat à livrer aux forces sionistes d'agression, et pouvant répondre à la stratégie d'élargissement du front et de dispersion des forces de l'ennemi.

Nous nous associons aux camarades de l'Organisation des socialistes libanais et du Liban Socialiste (journal Al-Hurrya) qui, dans un mémorandum commun adressé, il y a près de quatre

mois, au rassemblement des partis et des groupes progressistes libanais ainsi qu'au C.L.A.P.⁶ disaient :

« Il est impossible, politiquement et matériellement, d'ouvrir un front large en Haute Galilée et de déclencher des opérations d'envergure dans les conditions qui entourent les fedayins dans le Sud » : dès qu'un garde-frontière israélien était fait prisonnier, 23 Libanais civils et militaires étaient enlevés et toute la région était agitée sans la moindre résistance.

« A cause de cela était apparue la première préoccupation : les accords du Caire ne peuvent rien régler — du moins dans le Sud — aussi longtemps que ces accords butteront sur les conditions arriérées dans lesquelles sont tenues les masses des villages libanais, qui constituent par ce fait la « matière à la révolution » dans le Sud. Les fedayins, confrontés à cette triste réalité, arrêtent leurs opérations dès que leur apparaît l'enjeu de l'échec politique qui risque d'être perpétué, dans les conditions de l'exode et de la misère générale aux campagnes du Sud. Exode et misère qui provoquent la suspension et la fragilité dans les activités des forces de soutien à toutes les actions dans tout le Liban.

« La vérité aujourd'hui est qu'il n'y a d'espoir en aucune lutte armée efficace contre le Nord d'Israël aussi longtemps que les conditions dans le Sud restent ce qu'elles sont aujourd'hui. Le statut quo dans le Sud du Liban ne sert que les intérêts et les plans du pouvoir, visant à faire partir les fedayins du Sud sans confrontation armée ; (ceci pour montrer aux habitants du Sud que la Résistance Palestinienne est incapable de livrer bataille et surtout de repousser une quelconque agression israélienne). Ce statut quo exige donc un changement radical dans les formes d'actions des fedayins et des forces libanaises⁶. »

Cette appréciation est d'autant plus correcte que tout dernièrement, après les batailles de Arkoub (Sud du Liban), plusieurs dizaines de milliers de déshérités du Sud ont quitté cette région pour aller s'entasser dans des camps de réfugiés.

Devant une telle situation, la bourgeoisie libanaise a endigué le mécontentement de la population du Sud et l'a transformé ; en conflit direct avec la Résistance Palestinienne. Ce conflit s'est concrétisé par l'ultimatum adressé à la résistance, lui enjoignant un délai jusqu'au 15 juin pour que cesse toute activité des fedayins à partir du territoire libanais contre Israël.

Joumblat, ministre de l'Intérieur libanais et défenseur zélé des « accords du Caire », préfère jouer la carte électorale (des élections présidentielles auront lieu en juillet-août), et intimer l'ordre aux Palestiniens de cesser leurs activités avant le 15 juin. Rappelons que Joumblat (le « socialiste » du gouvernement) est un des principaux soutiens du candidat bourgeois Fouad Chehab, de tendance politique bonapartiste.

Que va-t-il se passer au Liban ? l'avenir de la présence des fedayins dépend à la fois des forces de gauche libanaises et de la Résistance Palestinienne.

6. Al-Hurrya, n° 517, 1-6-1970, pp. 4-5-6.